



Le pari politique de Macron pourrait se retourner contre la France, qui se rapproche d'une sortie de l'OTAN

Par [Uriel Araujo](#)

Mondialisation.ca, 18 juin 2024

[InfoBrics](#)

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a déclaré qu'il ne ferait aucun commentaire sur la crise intérieure que traverse la France, mais qu'il était « fermement convaincu qu'il est dans l'intérêt de la France, et de tous les alliés, de maintenir l'OTAN forte, parce que nous vivons dans un monde plus dangereux ».

La France est actuellement confrontée à une crise politique – peut-être la plus grave depuis des décennies, comme l'écrit Arnaud Bertrand, homme d'affaires et commentateur.

Le président français Emmanuel Macron a dissous le parlement de son pays et a décidé de parier sur des élections anticipées, en réaction à la montée de ce que l'on appelle l'« extrême droite ». Le problème est que le parti populiste Rassemblement national, anciennement connu sous le nom de Front national, devrait remporter 31,5 % des voix, soit plus du double des 14,7 % prévus pour le parti Renaissance de M. Macron.

M. Bardella, qui est le président du parti du Rassemblement national depuis 2022, qui est également membre du Parlement européen et qui est susceptible d'être le prochain Premier ministre de la France, s'est engagé à maintenir Paris au sein de l'OTAN aussi longtemps que durera le conflit en Ukraine : « La proposition que nous avons toujours défendue ... ne tenait pas compte de la guerre ... On ne change pas les traités en temps de guerre ». D'où l'« avertissement » de Stoltenberg.

Il y a bien sûr un hic dans cet engagement : d'une part, l'Ukraine n'a jamais déclaré la guerre à la Russie à ce jour. En fait, en avril, le général à la retraite Igor Romanenko, ancien chef adjoint de l'état-major général des forces armées ukrainiennes, a déclaré qu'une telle déclaration irait à l'encontre des intérêts de l'Ukraine : « Si nous entrons en état de guerre, l'aide en armes et en équipements serait interrompue non seulement par les États-Unis, mais aussi par la plupart des alliés ».

Il peut s'agir d'un simple détail juridique, mais il est difficile de déterminer quand une « guerre » a commencé ou s'est terminée. Par exemple, l'Ukraine bombarde la région du Donbass depuis 2014. Même avec une victoire russe de facto, Kiev pourrait revendiquer la Crimée et le Donbass indéfiniment, et toutes les milices ukrainiennes d'extrême droite peuvent s'assurer qu'une sorte de conflit de bas niveau ou gelé (avec des provocations et des attaques terroristes) se poursuit pendant de nombreuses années. D'un autre côté, cette même ambiguïté pourrait permettre à une hypothétique présidence du

Rassemblement national dans la future France de considérer que la guerre en Ukraine est « terminée » quand bon lui semble – et de procéder ensuite au retrait de l’OTAN. Il convient de garder à l’esprit que M. Bardella n’a fait cette mise en garde qu’à propos d’une « guerre » en cours dans ce pays d’Europe de l’Est. Pour le reste, il affirme que son parti a toujours proposé de quitter l’OTAN. Pas plus tard qu’en 2022, la candidate à l’élection présidentielle française Marine Le Pen (qui est membre du parti de M. Bardella) a promis de retirer la France de la structure de commandement militaire de l’OTAN. Il ne faut pas oublier que la France s’est retirée de la structure militaire intégrée de l’Alliance atlantique en 1966, même si elle n’a pas complètement quitté le traité de l’OTAN, et qu’elle a même expulsé toutes ses unités et tous ses quartiers généraux sur le territoire français à l’époque. L’éloignement de la France de l’organisation atlantique n’a pris fin qu’en 2009 avec le président Nicolas Sarkozy, ce qui signifie qu’il a fallu pas moins de 43 ans pour que la France change de cap.

La Cinquième République française actuelle est un système semi-présidentiel, dans lequel le président français (le chef de l’État exécutif) dispose de plus de pouvoirs en matière de politique étrangère et est également le commandant en chef des forces armées françaises. Le Premier ministre, quant à lui, en tant que chef du gouvernement, s’occupe principalement des questions intérieures. Bien entendu, un gouvernement du Rassemblement national, s’il réussit politiquement, pourrait ouvrir la voie à une future présidence du Rassemblement national. En outre, le gouvernement français, dirigé par son Premier ministre, contrôle le budget et pourrait donc freiner l’aide militaire à l’Ukraine de plusieurs manières – ce qui, soit dit en passant, serait une mesure très populaire en France, étant donné que tout récemment, en mars 2023, Macron a imposé un projet de loi très impopulaire portant l’âge de la retraite de 62 à 64 ans en invoquant de manière inhabituelle des pouvoirs constitutionnels spéciaux et en esquivant fondamentalement le parlement

Même l’ancien président français Nicolas Sarkozy, dans sa récente interview, a qualifié la dernière décision de Macron de dissoudre le parlement comme étant un « risque majeur pour le pays ». Il a ajouté que « l’élargissement sans fin de l’Europe vers l’Ukraine » est une erreur contre laquelle il a « mis en garde » : « J’ai même osé faire une comparaison, et j’ai été très critiqué pour cela, en affirmant que l’Ukraine risquait de devenir, pour le président Macron, ce que la Turquie avait été pour le président Chirac... L’élargissement vers l’Ukraine est une contradiction, [il a lieu] alors que les pays des Balkans, qui sont européens, attendent depuis si longtemps. »

En France, le Président nomme le Premier ministre, mais dans la pratique, il est contraint de faire un choix qui pourrait obtenir le soutien d’une majorité à l’assemblée, car l’Assemblée nationale française peut révoquer le gouvernement du Premier ministre.

Par conséquent, Macron s’est placé dans une position très difficile et risquée. Il s’est engagé à rester à la présidence quels que soient les résultats des élections législatives (le 7 juillet) qu’il a lui-même convoquées. Il pourrait donc être amené à nommer un gouvernement d’extrême droite, en fonction des résultats. Ces résultats devraient être connus quelques jours avant le sommet de l’OTAN à Washington, auquel M. Macron devrait bien entendu assister. Dans un tel scénario, il devrait arriver à Washington complètement démoralisé.

La proposition de [Marine Le Pen pour 2022 \(quitter l’OTAN\)](#) ne faisait que suivre les pas de Charles de Gaulle. Mme Le Pen (qui est la femme politique « d’extrême droite » la plus connue en France) est, à vrai dire, fondamentalement une républicaine conservatrice. Elle soutient les politiques économiques de gauche, est favorable à l’avortement et critique

vivement la politique migratoire actuelle « d'ouverture des frontières ».

Pendant des années, l'étiquette « extrême droite » a été l'arme politique la plus redoutée en Europe et, plus largement, en Occident. Loin d'être une simple description précise [des groupes néofascistes et néonazis \(bien réels\)](#), il s'agit depuis longtemps d'un concept général qui englobe également toutes sortes de nationalistes et de populistes intransigeants. À plusieurs reprises, ce concept élargi de croque-mitaine (utilisé à la fois par la gauche et la droite) a servi à mettre en place des coalitions centristes de l'establishment partout dans le monde.

Aujourd'hui, la généralisation de ce que l'on appelle « l'extrême droite » sert donc la justice – d'une certaine manière. En même temps, elle ouvre la voie à la réhabilitation des vrais fascistes – tant qu'ils restent fidèles au bloc européen et à l'alliance atlantique, comme je l'ai déjà écrit. Une partie du centre-droit européen et de l'establishment conservateur a espéré faire bon usage d'une « extrême-droite » cooptée et domestiquée – comme on l'a vu avec [l'Alliance politique Meloni-Von der Leyen](#). La situation française actuelle fait resurgir le spectre d'une alternative politique sceptique à l'égard de l'OTAN (et de l'UE) et court-circuite fondamentalement le système.

Uriel Araujo

Article original en anglais : [Macron's political bet could backfire with France one step closer to leaving NATO](#), InfoBrics, le 18 juin 2024.

Traduction : [Mondialisation.ca](#)

*

Uriel Araujo est un chercheur spécialisé dans les conflits internationaux et ethniques. Il contribue régulièrement à Global Research.

La source originale de cet article est [InfoBrics](#)

Copyright © [Uriel Araujo](#), [InfoBrics](#), 2024

Articles Par : [Uriel Araujo](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca